

# Picqué veut créer un organe interparlementaire de sécurité

■ Le président du Parlement bruxellois veut unir tous les Parlements dans la prévention.

**C**e sont des propos de nature à tout faire exploser, De Wever emprunte une voie dangereuse.” Charles Picqué n’ira pas plus loin quant aux propos polémiques du président de la N-VA sur l’intégration. Le socialiste ne supporte par contre plus que le PS soit jugé responsable de la situation dans laquelle se trouvent certains quartiers et des difficultés liées au “vivre ensemble”, qu’on peut y rencontrer ainsi que leurs conséquences. *“Ceux qui critiquent semblent oublier que c’est le PS qui a poussé pour que toute une série de politiques de cohésion sociale soit mise en œuvre, rappelle-t-il. Et qu’il a fallu se battre pour obtenir le financement de ces mesures car les autres partis n’avaient pas voulu considérer les enjeux qui s’entrechoquent dans la ville comme des priorités essentielles.”*

Et le président du Parlement bruxellois, et ex-ministre-président bruxellois, de prendre l’initiative. Après réflexion. *“Après le drame de la tuerie de Charlie Hebdo, je n’ai pas voulu réagir dans l’émotion”,* explique-t-il. En attendant, il faut constater que malgré les dispositifs existants (éducateurs de rue, accrochage scolaire, etc.), le pouvoir politique n’a pas vu venir des phénomènes tels que le départ de jeunes bruxellois en zones de guerre pour y mener le Jihad. *“Ce sont les événements internationaux qui ont mis ce problème au grand jour, répond Charles Picqué. Je constate qu’on annonce toujours des mesures une fois que les drames surviennent. Ce fut le cas pour l’agression mortelle du chauffeur de bus de la Stib, pour la tuerie de Liège, et une fois de plus pour les attentats de Paris. Mais maintenant, à tête reposée, il est temps de se pencher sur la coordination des dispositifs de prévention et puis d’évaluer leur efficacité. Bref, de penser à plus long terme.”*

## Dispersion du pouvoir

Ces dispositifs de prévention sont tantôt gérés au niveau fédéral (Intérieur, police), tantôt au niveau régional (prévention, rénovation urbaine), des communes (police de proximité, prévention) ou encore des communautés (formation, enseignement, jeunesse). Charles Picqué veut partir de l’assemblée régionale bruxelloise. Il écrira prochainement à tous les autres parlements du pays, de tous les niveaux de pouvoir, afin de créer un groupe de travail parlementaire spécifiquement dédié à la prévention et à la sécurité. Celui-ci serait chargé d’évaluer de manière constante les politiques qui sont menées dans les endroits sensibles du pays. Les missions de ce groupe iraient de la prévention à la sécurité. *“La récolte d’information et de renseignements sur le terrain concernant les agissements des radicaux qui exploitent le désarroi des jeunes est primordiale”,* insiste Charles Picqué. Le socialiste craint par ailleurs que le fédéralisme tel qu’il existe en Belgique ne donne lieu à une dispersion des politiques en la matière. *“La singularité de notre société, la mobilité physique et virtuelle des personnes renforcent l’exigence d’un fédéralisme coopératif sur le plan de la prévention et de la sécurité”,* affirme-t-il.

Reste à voir comment cette initiative sera reçue dans un contexte de défiance – au niveau francophone – entre le fédéral et les entités fédérées. Ensuite, il faudra pérenniser ce groupe de travail. Un défi en soi.

**Mathieu Colley**

**“On annonce toujours des mesures une fois que les drames surviennent.”**

**CHARLES PICQUÉ (PS)**  
Président du Parlement régional bruxellois.